L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : rue de Chartres No 73. NOUVELLE-ORLEANS, MARDI MATIN, 27 MAI 1884. 57 mèe Année

Dufour, Bonnet & Cie.,
Propriétaires-Editeurs.

Entered at the Post office at New Orleans, La s Second Class Matter.

NOUVELLE-ORLEANS.
MARDI, 27 MAI. 1884.

PRIX DE L'ABONNEMENT.

EDITION QUOTIDIENNE.

Un an	$12 00
Six mois	6 00
Trois mois	3 00
Un mois	1 00

On s'abonne aussi, à la semaine, avec les per sonne.

EDITION DU DIMANCHE.

Un an $8 00
Renferme deux feuilletons.

EDITION HEBDOMADAIRE.

Un an	$3 00
Six mois	1 50
Quatre mois	1 00
Trois mois	75

Renferme deux feuilletons.

☞ Pour les petites annonces de Demandes, Ventes et Locations, etc., qui se soldent au prix réduit de 10 cts la ligne, voir la 3e page.

VENTES DE DEMAIN LUNDI.

Par le shérif, sur les lieux, le contenu et les installations du magasin et manufacture de ta bac situés au No 27 de la rue du Canal.

Par Spear & Escoffier, le contenu de l'entrepôt de M. L. Navre, sis au No 14 rue Bourgogne, lavabos, bouteilles, cages, assiettes, etc.

Par Albert Paul, à la résidence No 54, rue Esplanade, près Chartres, meubles élégants, tapis, miroirs, stores, fofance. Aussi, un magnifique piano droit, &

Par H. Stern & Co., No 85 rue de Chartres bottes, souliers et bredequins.

Le protectionnisme et les travailleurs aux Etats-Unis.

Le système protectionniste, vraiment digne de ce nom et tel que l'entendent les véritables hommes d'Etat, devrait jouir, partout, d'une grande popularité, puisqu'il n'a d'autre but que de soutenir le travail national et de faire prospérer les industries. Il n'en est pas toujours ainsi, pourtant, à cause des préjugés que l'esprit du système répand sur lui dans le monde. De tous les reproches qu'on lui adresse, nous n'en relèverons qu'un, parce que s'il était juste et basé sur les faits; il suffirait, à lui seul, à justifier l'abandon du principe.

On convient bien qu'il soutient les industries ; mais au profit des patrons et au détriment des travailleurs. C'est même, à l'heure qu'il est, le grand argument des libre-échangistes, aux Etats-Unis. Il ne se passe pas de jour que nous ne trouvions, dans les journaux du Nord restés fidèles aux principes de l'école de Cobden ou de Manchester, des plaidoyers en faveur des pauvres ouvriers, victimes de la protection. " Voilà bientôt trente ans, disent-ils, que nous sommes soumis à ce régime ; est-ce que la condition des classes laborieuses en a été améliorée? Est-ce qu'elles sont plus heureuses et vivent plus largement, aujourd'hui, qu'à cette époque.

En vérité, nous ne concevons pas que l'on s'obstine à poser une pareille question, quand les faits sont là, patents, irréfutables, pour prouver, de la façon la plus évidente, ce que l'on ces perpétuellement et d'assez mauvaise foi, révoquer en doute.

Voici, en effet, des renseignements statistiques qui émanent de l'autorité la plus respectée du pays, en pareille matière—des recensements de 1850 et de 1880. Ils donnent le taux exact des salaires reçus par les ouvriers des principales industries américaines, aux deux époques dont nous venons de parler. Nous les reproduisons sous forme de tableau :

SALAIRES ANNUELS.

Industries.	en 1850.	en 1880.	augmen.
Instr. aratoires	$300	$390	30 p.c.
Chaussures	$205	$386	88 p.c.
Cotonnades	$196	$249	27 p.c.
Tapis	$201	$335	66 p.c.
Cuirs	$249	$413	65 p.c.
Lainages	$159	$298	87 p.c.

Nous puisons, d'un autre côté, les chiffres suivants dans un ouvrage anglais bien connu, et dont les tendances libre-échangistes sont incontestables : D'après le "Dictionnaire des Statistiques de Mulhall", les salaires annuels des ouvriers, dans le Massachusetts, étaient, en 1850, de $245 par tête, contre $360, en 1880. L'augmentation a donc été de 47 pour cent.

Prenons, maintenant, les chiffres des salaires, non plus seulement pour le Massachusetts, mais pour toute la Nouvelle-Angleterre. Le même ouvrage donne une moyenne de $245, en 1850, et de $350, en 1880. Ici encore, l'augmentation est de 43 pour cent.

Enfin, si nous passons aux chiffres généraux, qui embrassent les Etats-Unis entiers, nous trouvons une moyenne annuelle de salaires ne dépassant pas $255, en 1850, et s'élevant à $365, en 1880—augmentation de 43 pour cent, en 30 ans.

Ce n'est pas seulement une question de salaire qui s'agite, au nom des ouvriers, mais autant et plus encore, une question de dignité, de liberté, d'indépendance.

On veut que le travailleur ne soit pas uniquement une machine à produire ; on demande qu'il ait du temps devant lui pour s'instruire, pour s'occuper des affaires de l'Etat et de la famille. La réduction des heures de travail est un des grands problèmes de notre époque. Eh bien, consultez les statistiques, depuis les trente années d'existence de notre régime protecteur, vous verrez que la moyenne des heures de travail a baissé de 60 par semaine, en 1850, à 56, en 1880.

A la bonne heure, dira-t-on, mais vous n'avez, jusqu'ici, résolu que la moitié du problème. Que sert à l'ouvrier de recevoir un plus fort salaire, si vous lui imposez, en même temps, de plus fortes dépenses. La belle avance, pour lui, de gagner davantage, comme protégiste, si, comme consommateur, il voit augmenter les frais de la vie de chaque jour.

Or, c'est précisément le contraire qui a lieu. Si, obtenant de plus gros salaires, sous le régime protecteur, il n'était pas obligé de payer plus cher les objets de première nécessité, il trouverait là, déjà, un bénéfice qui ne serait pas à dédaigner.

Mais il y a mieux encore. Recevant plus, d'un côté, il donne moins, de l'autre, pour s'assurer le confort de l'existence. Chiffres qui le prouvent. Nous n'allons pas les emprunter à des auteurs qui se font les défenseurs à outrance du tarif; ce sont les professeurs du libre-échange qui nous les fournissent.

Dans le *North American Review*, M. J. L. Laughlin, professeur d'économie politique au Collége d'Harvard, cite les chiffres suivants, qui établissent que les prix des denrées ont baissé, par suite de la concurrence intérieure :

Farine de froment, le baril,	$5,29	en 1840;	$5,19, en 1860; $4,13, en 1880.
Farine de blé de Turquie, le baril,	$3,22,	en 1840;	$3,57 en 1860; $2,80, en 1880.
Porc [mess], le baril,	$14,30,	en 1840;	$17,98, en 1860; $10,14, en 1880.
Blé, le boisseau,	$1,05	en 1840	$1,49 en 1860 ; $1,25 en 1880.
Maïs, le boisseau,	57 cents,	en 1840;	74 cents, en 1860; 54 cents, en 1880.
Charbon [Anthracite] la tonne,	$7,14	en 1840;	$5,52 en 1860; $4,08, en 1880.
Mélasse (Nouvelle-Orléans), le gallon,	26 cents,	en 1840;	48, en 1860; 37 en 1880.
Sucre de Cuba, la livre,	5, en 1840;	8, en 1860;	7, en 1880.
Sucre en pain,	12, en 1840;	9, en 1860;	8, en 1880.
Thé,	67 cents,	la livre, en 1340;	25, en 1860; 29, en 1880.

Nous avons reproduit la liste, telle que nous l'avons trouvée. On y remarquera que, presqu'invariablement, les prix baissent, entre 1840 et 1760, c'est-à-dire avant le tarif Morrill, et qu'ils bais. sent, tous, sans exception, de 1860 à 1880.

En économie politique, les plus puissants arguments sont les chiffres ; à vrai dire, il n'y en a pas d'autres. Nous voudrions bien savoir ce que les théoriciens du libre-échange pourraient opposer à ceux que nous venons de citer.

Le professeur Laughlin en arrive à cette conclusion, et il n'était guère possible qu'il en tirât une autre—que les ouvriers jouissent, évidemment, aujourd'hui, de plus d'aisance, de plus de comfort, qu'il y a trente ou quarante ans.

Bien des gens, nous le savons, se refusent à attribuer tous ces avantages à la protection. Ils n'ont pas complètement tort. Nous sommes loin, nous-mêmes de regarder le tarif comme une panacée, guérissant tous les maux et produisant tous les biens, mais, sans tomber dans une exagération quelconque à cet égard, on peut affirmer que s'il n'est pas la cause unique de ces progrès, il en est au moins la plus puissante. Il ne sert de rien, par exemple, d'en rejeter, de parti pris, tout l'honneur sur le prodigieux accroissement des moyens de communication, sur les perfectionnements apportés dans les méthodes de production. Sans la protection, qui a permis aux industries de se développer, elles n'eussent jamais trouvé les perfectionnements dont on parle ; et, sans le développement des industries, qui lui promettaient d'immenses quantité de fret, la spéculation n'eût jamais jeté tant de capitaux dans la construction des chemins de fer.

Rendons au tarif la justice qu'il mérite : il a fait progresser, il a enrichi le pays. Cela est incontestable. S'il a des défauts, corrigeons-les ; des abus, détruisons-les. Mais gardons-nous de le supprimer ; ce serait la ruine de l'Union.

La librairie Billard, coin des rues Chartres et Bienville, annonce avoir reçu les trois premiers illustrés des 19, 26 avril et du 3 mai.

WEST END.—La troupe du théâtre du West End répète très assidûment *La Grande Duchesse*.

On sent que les amours propres sont en jeu ; on veut que l'opérette d'Offenbach emprunte une nouvelle jeunesse à ses nouveaux interprètes. Ceux qui ont entendu ces répétitions là, nous affirment qu'elles marchent avec un grand ensemble, et que cette reprise fera événement.

Nous n'en doutons pas, et nous serons fort heureux d'ajouter dans notre compte-rendu, un succès aux succès nombreux déjà obtenus par ceux qui dirigent si habilement le West-End.

Du reste, nous l'avons déjà dit, la direction a cette fois encore dans son jeu un fort atout en la personne de Mlle Dolaro. Cet atout la gagné bien des parties sur des scènes moins jolies que celle ne saurait être inquiet sur l'issue de celle qu'elle engagera demain soir.

Car c'est demain, sauf contrariété im probable jusqu'ici, qu'aurront lieu la reprise de *La Grande Duchesse* et le début de Selina Dolaro.

Nous n'avons pas vu Forigimal, mais s'il en faut croire le portrait photographié, exposé au Crescent Hall, l'artiste qui nous est arrivée, a, pour gagner tout d'abord les sympathies du public, l'une des meilleures avances : un joli visage ; un visage qui explique l'insistance et la sommation du trop ballotté prince Paul, et rend, par contre, invraisemblables les résistances du trop Joseph fusilier Frits.

La toilette sera évidemment considérable ; nous engageons donc ceux qui veulent voir de près la débutante à retenir leurs places au bureau de la Compagnie, situé à l'intersection des rues du Canal et Carondelet.

Gateaux sans œufs.

Dans un petit livre qui vient de sortir des presses de MM. Scribner & Wilford, New York, on trouve de nombreuses recettes, toutes nouvelles, pour faire toute sorte de gâteaux sans œufs, au moyen de la " Royal Baking Powder." Des ménagères expérimentées nous assurent que ce procédé a déjà remplacé les anciennes méthodes dans la cuisine économique, et que les gâteaux sont souvent supérieurs à ceux qui se font avec des œufs, quoiqu'il faille moins de beurre qu'autrefois. L'avantage ne consiste pas seulement dans l'économie ; il consiste aussi en ceci qu'on n'a pas le traces de se procurer des œufs frais et qu'on ne court pas le risque de prendre un gâteau dans lequel on aurait cassé un œuf trop rapproché de la période de l'incubation. En employant la " Royal Baking Powder " on fait invariablement des gâteaux légers, doux et d'un bel aspect. Quand on s'en sert pour les petites pâtisseries passée au gril et qu'on doit consommer chaudes, la préparation est rapide, et les gâteaux sont fondants et délicieux en même temps que parfaitement digestibles. Rien ne saurait se comparer à cette poudre comme levain.

Murray & Lanman's Florida Water

Est supérieure à toutes les autres eaux de toilette. Elle ne diffère des pétales des fleurs les plus parfumées de la Floride tropicale. Mêlée au bain en surprise et appliquée sur la peau, elle communique une vigueur nouvelle et tonifie merveilleusement l'esprit et le corps. Infiniment supérieure à l'eau de cologne. Fort distinguée l'une véritable des nombreuses contrefaçons, recherchez la " Marque de Fabrique," qui se compose d'une étoile bleue blanche avec le fac-simile de la signature de Lanman & Kemp, New-York, seuls propriétaires.

L'expérience faite par M. Cumberland, à Paris, a pleinement réussi. Il s'agissait de trouver une épingle cachée dans le rayon d'un kilomètre autour de l'Hôtel-Continental.

L'assistance était réunie dans un des grands salons du rez-de-chaussée. Après avoir examiné si la baguette était bien M. Garnier, de l'Opéra, et sur M. Edmond Tarbé, M. Cumberland a déclaré que les deux sujets étaient également bons et a choisi M. Garnier pour cacher l'épingle.

M. Garnier, accompagné du prince de Sagan et du comte de Fourtalès, est parti aussitôt, emportant une épingle en or surmontée d'une perle que Mme la comtesse de Pourtalès avait prêtée.

Après un quart d'heure d'attente, ces messieurs sont revenus dans le salon que M. Cumberland n'a pas quitté. Puis, ce dernier a attaché M. Garnier à l'un de ses poignets, au moyen d'un fil d'arcbal, dont il tenait l'autre extrémité, et ils se sont dirigés vers la sortie de l'hôtel, suivis de tous les assistants.

Dans la rue, la foule a bien vite grossi le groupe, et, en quelques minutes près de cinq cents personnes suivaient le devin, qui était entré, sans hésiter, dans le jardin des Tuileries.

Marchant toujours avec la plus grande hardiesse, M. Cumberland s'est bientôt arrêté devant un des plus gros arbres du jardin. Il en a tâté l'écorce, et presque aussitôt il en retirait l'épingle au milieu des applaudissements de la foule.

L'éminent Dr. J. J. Caldwell, de Mainsborro, Md., dit : "J'ai fait usage du Caldon's Liquid Meat Yeast pour une grande débilité et des affections fébriles et je puis dire et le dis avec vie, un des toniques les plus sûrs et les plus heureusement qui se vendent dans les pharmacies." Il ne prend pas d'autre de votre pharmacien.

Il y a, maintenant, dans tous les Etats de l'Union Américaine, des sortes de bourses pour la vente des produits des industries féminines. Celle d'Indianapolis a vendu, cette année, pour plus de $1500 d'articles.

L'Exposition Universelle de la Nouvelle-Orléans.

SECONDE ASSEMBLEE AU CONSULAT DE FRANCE.

M. le Vicomte d'Abzac, Consul Général, Commissaire de la République Française à l'Exposition Universelle de la Nouvelle-Orléans, avait convoqué, pour hier soir, au siège du Consulat, les présidents des organisations françaises, afin que les négociants français, à une réunion où devait se faire la lecture du rapport du comité de cinq, chargé par lui, à la dernière séance, d'étudier les moyens d'assurer la participation de la France à cette Exposition.

A sept heures du soir, une nombreuse assemblée remplissait la salle des réunions du consulat.

Nous avons remarqué parmi les assistants :

MM. les docteurs Beugnot, A. W. de Rozière et Mathieu, MM. Félix Larue, agent des assureurs de Paris et du Havre ; F. Tujague, président de l'Union Française ; L. Lafargue, de Lobel Mahy, Fr. Lambert, président du comité des 30 ; Am. Couturié, J. Richon de Fontenaguères, Vte de Brimont, C. Arnaud, J. Schreiber, M. Damiens, L. Grand, Hermel de Lagrange, Lombard, avocat ; du consulat ; capitaine Laporte, du *Hâvre* ; capitaine Lepère, expert des assureurs ; J. Leblanc, vice-président de la Société française, B. Saloy, Ehrhart, président de la société Alsacienne-Lorraine ; Contin et J. Dupas.

Après avoir ouvert la séance, M. le Consul-Général a annoncé la lecture du rapport.

Le comité, composé de MM. A. Carrière, Ad. Schreiber, F. Tujague, F. Lepre et P. Pouzy, en avait confié la rédaction à M. F. Tujague, qui l'a lu devant l'assemblée. Nous le publions ici in extenso :

A M. le Vicomte Paul d'Abzac, Consul Général, Commissaire de la République Française à l'Exposition Universelle de la Nouvelle-Orléans.

Monsieur le Commissaire,

Le comité nommé par vous, à l'effet d'étudier les moyens d'assurer la participation de la France à l'Exposition Universelle de la Nouvelle-Orléans, a l'honneur de vous présenter son rapport.

Le vœu unanime et chaleureux de la population tout entière est que la France soit représentée à cette Exposition. Son absence produirait un profond désappointement.

Ancienne colonie française, cet Etat conserve, après de trois cents mille habitants de race blanche, sur un effectif total de moins d'un million, le tiers de la population générale.

Le Louisiane garde parmi l'empreinte de ses premiers colonisateurs ; on y retrouve nos traditions, nos mœurs, nos goûts, notre langage à tous ces titres, ce pays croit avoir droit aux sympathies de la France.

D'ailleurs, en nommant, avant toutes les autres nations européennes, un commissaire à l'Exposition Universelle de la Nouvelle-Orléans, le gouvernement de la République française a hautement reconnu les titres de la Louisiane à l'affection de l'ancienne mère-patrie.

Nous espérons le voir un jour après avoir fait preuve d'un empressement non-seulement d'un Etat, le gouvernement de la République ne peut pas ouvrir, en ménageant au Commissaire qu'il a choisi, les ressources pécuniaires indispensables à l'accomplissement de sa mission. Nous vous prions, en outre, de faire comprendre à l'Etat le français la nécessité de doter cette Exposition, et de lui en faciliter l'accès par tous les moyens dont il dispose.

La coopération du gouvernement des Etats-Unis donne à cette entreprise une porté et des proportions nationales. L'installation de la section officiel n'a absorbera pas moins de deux à trois cent mille dollars. D'autre part, l'allocation au Congrès, en vue des fêtes jubilaires, s'élève à plus de dix millions les ressources des organisateurs. Ce budget assure à l'œuvre un caractère exceptionnel de grandeur et de magnificence.

Par ses demandes d'espace déjà reçues on sait, d'ailleurs, que toutes les parties du vieux Monde y seront représentées, le Mexique et les Etats de l'Amérique du Sud y contribueront largement.

Le Mexique affecte une frais de sa section cinq cents mille francs, qui projette de porter, avant Juin, au double de cette somme. Dans connaître officiellement les « locations » de ses voisins, nous savons qu'elles seront libérales.

Des mêmes dispositions nous donne source fort précoir, en outre un concours considérable de produits de tous ces pays, grâce à la proximité de la Nouvelle-Orléans.

Les produits de l'industrie française trouveront donc, dans cette Exposition, un vaste théâtre où ils pourront se déployer à l'aise, sous les yeux de populations peu connes de l'Europe.

Le résultat sera, sans nul doute, d'ouvrir de nouveaux débouchés. A notre connaissance, on peut au moins, développer nos transactions avec des pays de date déjà explorée, mais très encouragés de leur base d'approvisionnement

La Nouvelle-Orléans est, de tous les ports américains, celui qui fait avec la France le plus grand commerce maritime d'importation. Ce port se présente, à lui seul, plus d'un tiers du mouvement général d'affaires entre l'Union américaine et notre pays.

Nous pouvons ajouter que, grâce à sa position et à ses voies ferrées dont elle est le foyer de rayonnement, la Nouvelle-Orléans est devenue visiblement destinée à devenir le point d'échange et le dépôt de commerce européen avec la Vallée du Mississippi, avec l'opulente et vaste région comprise entre ce fleuve et l'Océan Pacifique, avec le Mexique et les Etats de l'Amérique du Sud

N'oublions pas, non plus que le percement de l'Isthme de Panama doit ouvrir à ce port de nouvelles sources de richesses et de prospérité.

Le comité, composé de MM. A. Carrière, Ad. Schreiber, F. Tujague, F. Lepre et P. Pouzy, en avait confié la rédaction à M. F. Tujague, qui l'a lu devant l'assemblée. Nous le publions ici in extenso :

A M. le Vicomte Paul d'Abzac, Consul Général, Commissaire de la République Française à l'Exposition Universelle de la Nouvelle-Orléans.

Monsieur le Commissaire,

Le comité nommé par vous, à l'effet d'étudier les moyens d'assurer la participation de la France à l'Exposition Universelle de la Nouvelle-Orléans, a l'honneur de vous présenter son rapport.

Le vœu unanime et chaleureux de la population tout entière est que la France soit représentée à cette Exposition. Son absence produirait un profond désappointement.

Ancienne colonie française, cet Etat conserve, après de trois cents mille habitants de race blanche, sur un effectif total de moins d'un million, le tiers de la population générale.

La